Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques



Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent et/ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche visant à dégager des pistes de réflexion, d'action et d'approfondissement.

Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.

Diffusion et photocopiage encouragés : non à la marchandisation des idées ! Puisez ce qui vous inspire, ce qui vous semble utile pour vos actions ou votre réflexion. Mais, si possible, imprimez sur papier recyclé...

Titres disponibles

1. **Critiques et espoirs du commerce équitable** (Élan solidaire ou aménagement capitaliste ?)
2. **De la Françafrique à la Mafiafrique** (Les dessous de la politique française en Afrique)
3. **Pourquoi la dette des pays du Sud** (Les mécanismes d'un appauvrissement organisé)
4. **L'idéologie du développement** (contradictions de la théorie, désastres de la pratique)
5. **Que devient l'aide au développement ?** (L'envers de l'aide française au développement)
6. **À la conquête de notre imaginaire** (Les impacts intimes et politiques de la publicité)
7. **Comment blanchir l'argent sale ?** (Manuel pour crapules modernes et citoyens naïfs)
8. **Sommes-nous en démocratie ?** (La démocratie représentative en question)
9. **La culture du narcissisme** (Les impacts du système capitaliste sur notre psychisme)
10. **Les illusions du progrès** (Le progrès face à ses conséquences politiques et écologiques)

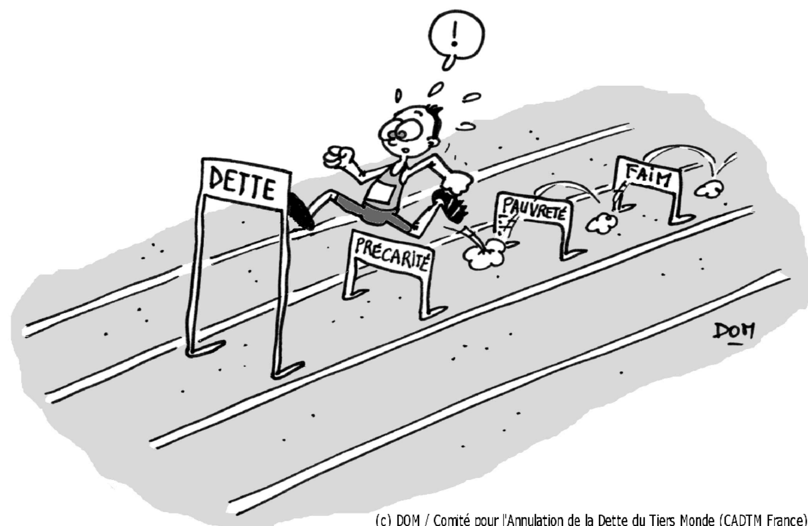
D'autres brochures sont en chantier sur l'agriculture, le nucléaire, la sociologie, les médias...

Retrouvez nos brochures (et bien d'autres choses) sur

http://rengen.ouvaton.org

Imprimé sur papier recyclé (fourni par Alp'papier, www.papirralp.fr)

POURQUOI LA DETTE DES PAYS DU SUD



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

Les mécanismes d'un appauvrissement organisé

Les renseignements généreux – septembre 2005

Pourquoi cette brochure ?

Le 26 décembre 2004, un tsunami a dévasté une partie de l'Asie. Face à l'ampleur de la catastrophe, une aide internationale de 6 à 8 milliards de dollars a été promise. A première vue, il s'agit d'une somme considérable. Mais, comparés à la dette extérieure publique des cinq pays les plus touchés, ces dons semblent dérisoires. Au total, cette dette s'élève à plus de 300 milliards de dollars. Ainsi, chaque année, l'Indonésie, l'Inde, le Sri Lanka, la Thaïlande et la Malaisie consacrent plus de 32 milliards de dollars pour le seul remboursement du capital et des intérêts de leur dette extérieure.

Une telle situation ne se limite pas aux pays touchés par le tsunami. La dette extérieure de l'ensemble des pays dits « en développement » dépasse les 2 400 milliards de dollars. D'où vient cette dette ? Qui sont les créanciers ? Comment les emprunts ont-ils été utilisés ? En quoi est-ce un révélateur des tendances inégalitaires de l'économie mondiale et des relations Nord/Sud ? Peut-on réellement annuler la dette ?

Nous sommes tellement bombardés d'informations éparses sur ce sujet qu'il est bien difficile d'en saisir les mécanismes globaux, et, mieux encore, de pouvoir les expliquer simplement. L'objectif de cette brochure est précisément celui-ci : fournir des points de repères pour qui souhaite appréhender pédagogiquement les origines et les conséquences de la dette des pays du Sud.*

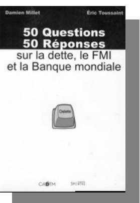
Fructueuse lecture.

PLAN

* Dans cet exposé, nous utiliserons le sigle PED (Pays En Développement) car les institutions internationales, dont proviennent l'essentiel de nos chiffres, utilisent ce terme. De plus, par "pays du Sud" nous ferons référence aux pays dits "en développement" (en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud) ainsi qu'aux pays de l'Est. Ces conventions, certes simplistes, épousent cependant assez fidèlement les tendance de l'économie mondiale. Par "pays du Nord", nous désignerons les pays occidentaux industrialisés (Amérique du Nord et Europe des 15).

Pour aller (beaucoup) plus loin

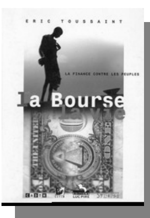
Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive...



50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale
Eric Toussaint, Damien Millet, éd Syllepse/CADTM, 2002

Un livre très pédagogique : schémas, questions-réponses, explications concises et précises. Une excellente première approche des institutions internationales et de la problématique de la dette.

La finance contre les peuples. La bourse ou la vie
Eric Toussaint, éd Syllepse/CADTM, 2004



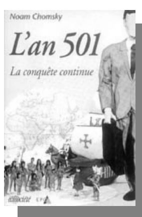
Encore un ouvrage très pédagogique permettant de mieux comprendre l'économie mondiale : son histoire, ses mécanismes et les inégalités qu'elle produit.



L'envers de la dette
François-Xavier Verschave, éd Agone, 2001

Par cette enquête, nous quittons l'univers abstrait des chiffres économiques pour rentrer au coeur des mécanismes de criminalité financière et politique. Le passé récent de l'Angola et du Congo-Brazzaville montre le lien étroit entre dette, armes et pétrole, pour les plus grands bénéfices des compagnies occidentales.

L'an 501, la conquête continue
Noam Chomsky, éd écosociété, 1995



Cet ouvrage replace l'état actuel des relations internationales dans le contexte historique. Il explique notamment comment les mécanismes de la dette constituent un élément de la politique impérialiste du Nord sur le Sud.

Enfin, nous vous conseillons l'excellent site internet du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde. Il contient de multiples analyses complémentaires et actualisées. **http://www.cadtm.org**

Il est vrai que nous ne nous soucions pas, nous Indo-Américains, de telles questions métaphysiques. Mais ça oui, nous exigeons la signature immédiate d'une lettre d'intention qui impose une discipline aux peuples endettés du vieux continent et les oblige à remplir leur engagement pour une privatisation ou une reconversion rapide de l'Europe, afin que cette Europe nous soit livrée tout entière au titre du premier règlement d'une dette historique.

Les pessimistes du vieux monde disent que leur civilisation est en pleine banqueroute et que cela les empêche de remplir leurs engagements financiers ou moraux. Si tel était le cas, nous nous contenterions de recevoir en paiement la balle avec laquelle ils ont tué le poète. Mais ce ne sera pas possible : cette balle est le cœur de l'Europe.

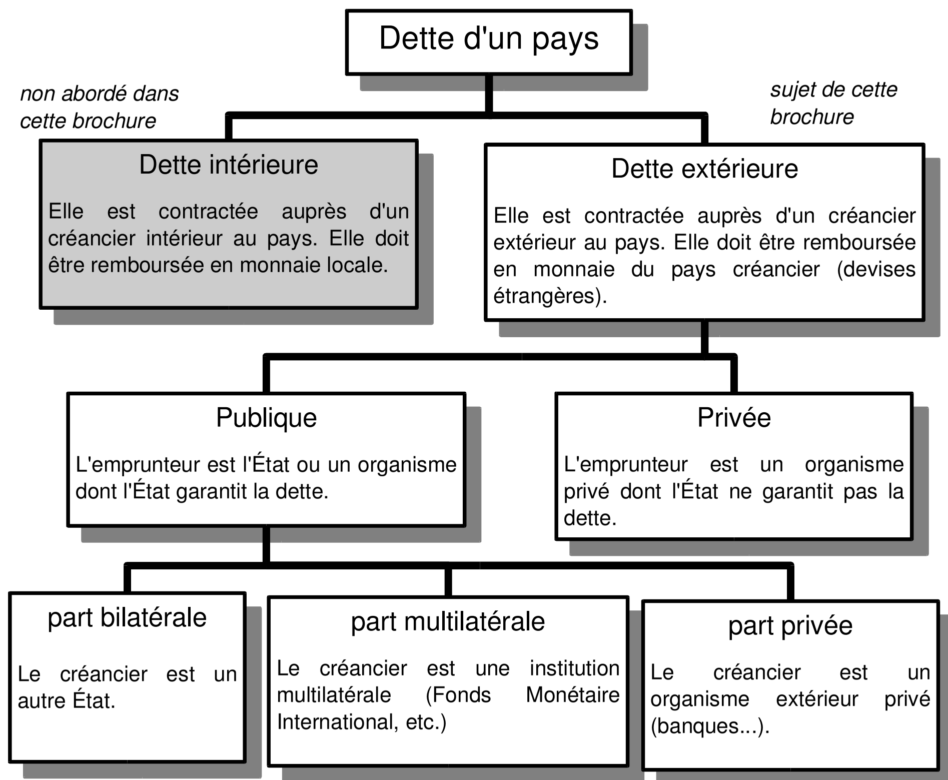
Tables de la loi
de l'entrepreneur moderne de l'économie mondialisée

1. Passez le rouleau compresseur culturel occidental pour dynamiter les structures sociales traditionnelles.
2. Corrompez les dirigeants afin qu'ils endettent le pays.
3. Pressez les populations à abandonner l'économie locale d'autonomie pour rembourser la dette.
4. Délocalisez la production des pays occidentaux.
5. Réduisez en esclavage économique les populations afin de produire pour rien.
6. Faites transiter les marchandises à travers le globe en négligeant l'impact écologique de ces transports.
7. Désinformez : « c'est grâce à nous que ces gens ont du travail et s'extraient de leur condition misérable. »
8. Reversez 0,01 % de vos bénéfices à des associations humanitaires, vous êtes « éthique ».
9. Bravo, vous avez réussi ! Vous êtes admiré de tous et célébré par les médias.

Extrait de la revue *Casseurs de Pub*, 2001

I Qu'appelle-t-on *la dette* ?

L'essentiel des informations diffusées par les médias sur la dette des Pays En Développement ne concerne en réalité que leur dette *extérieure*. Il s'agit des sommes empruntées auprès d'un créancier *extérieur* au pays (État ou banque occidentale, Fonds monétaire international, etc.). Cette dette extérieure peut être « publique », « privée », « bilatérale » ou encore « multilatérale ». Le schéma présenté ci-dessous résume les différences que recouvrent ces termes. Il est un peu complexe mais important pour comprendre la suite de l'exposé.

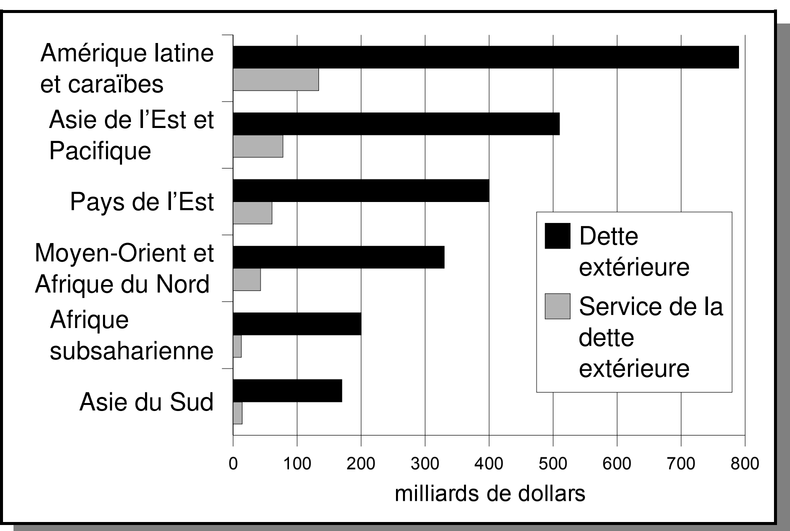


Notons bien que les remboursements de la dette extérieure d'un pays doivent se faire en devises étrangères. Actuellement, environ 60% des prêts et échanges internationaux se font en dollars.

II Quelle est l'ampleur de la dette ?

En 2002, la dette extérieure des PED s'élevait à 2 400 milliards de dollars environ. Les remboursements annuels du capital et des intérêts (appelés *services de la dette*) représentaient, la même année, plus de 340 milliards de dollars.

Répartition de la dette suivant les zones géographiques



Source : Banque mondiale 2003

Les pays les plus endettés

Dette extérieure, pour l'année 2001 (en milliards de dollars) :

Brésil	Chine	Mexique	Russie	Argentine	Indonésie	Turquie	Corée du Sud	Inde	Thaïlande
226	170	158	153	137	136	115	110	97	67

Source : Banque mondiale 2003

préfère croire en l'hypothèse la moins offensante à l'égard de mes frères européens. Des exportations de capitaux aussi fabuleuses n'ont été rien d'autre que la mise en place d'un plan Marshall-tezuma mais pour garantir la reconstruction de la barbare Europe ruinée par ses guerres déplorables contre les musulmans cultivés, défenseurs de l'algèbre, de l'architecture, du bain quotidien et autres apports supérieurs de la civilisation.

Voila pourquoi, passé ce cinquième centenaire du prêt, nous sommes en droit de nous poser des questions : nos frères européens ont-ils fait une utilisation rationnelle ou tout au moins productive des ressources si généreusement avancées par le Fonds indo-américain international ?

Nous sommes au regret de répondre : non. Du point de vue stratégique, ils les ont dilapidées en batailles de Lépante. Invincibles Armadas, troisièmes Reichs et autres formes d'extermination mutuelle, pour être au bout du compte, sous l'occupation des troupes gringos de l'OTAN, comme le Panama (mais sans le canal). Du point de vue financier, au bout d'un moratoire de 500 ans, ils se sont montrés tout aussi incapables de régler capital et intérêts que de se passer des rentes monétaires, des matières premières et de l'énergie bon marché en provenance du Tiers Monde.

L'affirmation de Milton Friedman, selon laquelle une économie assistée ne pourra jamais fonctionner, vient corroborer ce tableau; déplorable et nous oblige à leur réclamer - pour leur propre bien - le paiement du capital et des intérêts, paiement que nous avons si généreusement repoussé de siècle en siècle. Ceci dit, il est bien clair que nous ne nous abaisserons pas à réclamer à nos frères européens les taux flottants - odieux et cruels - de 20% et jusqu'à 30% que nos frères européens font payer aux peuples du Tiers Monde. Nous nous limiterons à exiger la restitution des métaux précieux avancés, plus un modique intérêt fixe de 10% par an, intérêt composé sur les 300 dernières années.

Sur cette base, et en application de la formule européenne de l'intérêt composé, nous informons nos découvreurs qu'ils ne nous doivent, au titre d'un premier paiement de leur dette, qu'une quantité de 180 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, chacune élevée à la puissance 300. C'est-à-dire un nombre qui, s'il fallait l'exprimer ferait appel à plus de trois cents chiffres et dont le poids dépasserait largement celui de la terre.

Comme elles pèsent ces masses d'or et d'argent ! Que pèseraient-elles si on calculait leur équivalent en sang ? Alléguer que l'Europe en un demi-millénaire n'est pas parvenue à générer des richesses suffisantes pour régler ce modique intérêt reviendrait à admettre son échec financier absolu et/ou l'irrationalité démentielle des présupposés du capitalisme.

Post Scriptum : *la véritable dette extérieure…*

Lettre d'un chef indien aztèque aux gouvernements européens*

Extrait du livre Sortir de l'impasse, dette et ajustement
Eric Toussaint et Arnaud Zacharie, éd Syllepse, 2002

Eh bien me voici, moi, *Guaipuro Cuauhtémoc*, descendant des peuples qui, il y a quarante mille ans, peuplaient l'Amérique. Je suis venu à la rencontre de ceux qui l'ont rencontrée il y a cinq cents ans. Voici donc que nous nous rencontrons tous : nous savons qui nous sommes et il ne nous en faut pas plus. Nous n'aurons jamais rien d'autre.

Mon frère douanier européen me réclame un papier écrit avec un visa pour découvrir ceux qui m'on découvert avant. Mon frère usurier européen me réclame le paiement d'une dette contractée par Judas, quelqu'un, en vérité, que je n'ai jamais mandaté. Mon frère usurier européen m'explique que toute dette se paie avec des intérêts, quand bien même il faudrait pour cela vendre des êtres humains et des pays entiers, sans leur demander leur consentement. Et voilà, moi je les découvre.

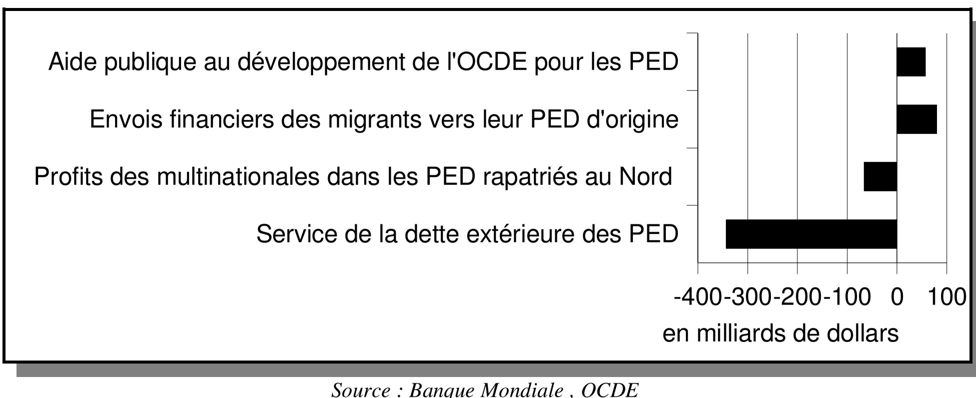
Moi aussi je peux réclamer mon dû, moi aussi je peux réclamer des intérêts. Les Archives des Indes font état, avec force papiers, force reçus et signatures, de ce que, entre les seules années 1503 et 1660, sont arrivés à San Lucar de Barrameda (Espagne), 185 mille kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, en provenance d'Amérique. Pillage ? Cela ne me viendrait pas à l'idée ! Ce serait penser que nos frères chrétiens ne respectent pas leur septième commandement. Spoliation ? Dieu me garde d'aller imaginer que les Européens, à l'image de Caïn, tuent puis dissimulent le sang de leur frère ! Génocide ? Ce serait là accorder du crédit à des calomnieurs, comme *Bartolomé de Las Casas*, et tous ceux qui ont qualifié la rencontre de « destruction des Indes », ou à des extrémistes comme le docteur *Arturo Pietri*, qui affirme que l'essor du capitalisme et de la civilisation européenne actuelle est le fruit de l'inondation en métaux précieux que vous, mes frères européens, avez arrachés des mains de ceux qui, en Amérique, sont aussi mes frères !

Non ! Ces 185 mille kilos d'or et ces 16 millions de kilos d'argent doivent être considérés comme le premier d'entre les divers prêts à l'amiable consentis par l'Amérique en faveur du développement de l'Europe. Penser le contraire reviendrait a établir l'existence de crimes de guerre, ce qui ouvrirait un droit à, non seulement exiger le remboursement immédiat, mais même une indemnisation pour dommages et préjudices. Moi, *Guaipuro Cuauhtémoc*, je

* Authenticité à vérifier. Ce qui n'enlève rien à la pertinence du contenu...

Cette dette exerce un poids considérable dans les flux économiques Nord/Sud. Le service de la dette est, par exemple, 6 fois plus important que le total de l'aide au développement des pays de l'OCDE.*

Transferts financiers pour l'ensemble des pays dits en développement, en 2002



Source : Banque Mondiale , OCDE

La dette constitue une énorme pression dans les budgets des PED. Le paiement du service de la dette représentait, par exemple, environ 38% du budget des États d'Afrique subsaharienne en 2000, selon l'ONU.

Est également significative la comparaison entre le service de la dette et les budgets liés aux services sociaux de quelques PED pendant la période 1992 - 1997 :

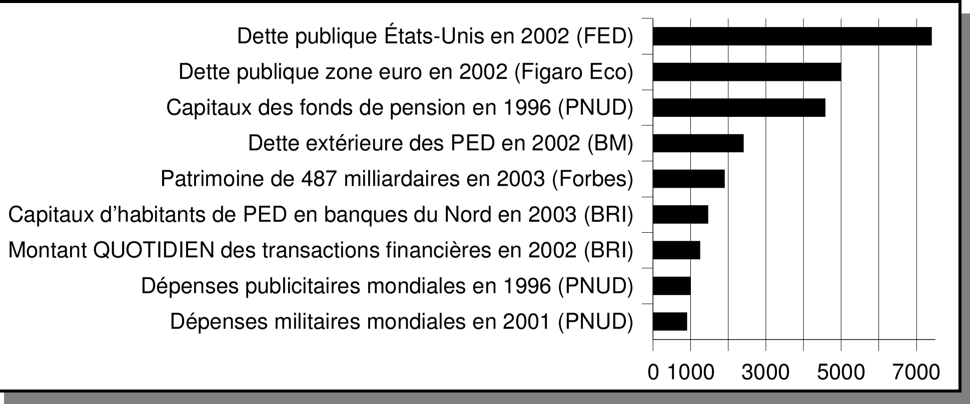
	En pourcentage du budget	
Pays	Services sociaux	Service de la dette
Cameroun	4 %	36 %
Côte d'Ivoire	11,4 %	35 %
Kenya	12,6 %	40 %
Zambie	6,7 %	40 %
Niger	20,4 %	33 %
Nicaragua	9,2 %	14,1 %

Source : PNUD 2000

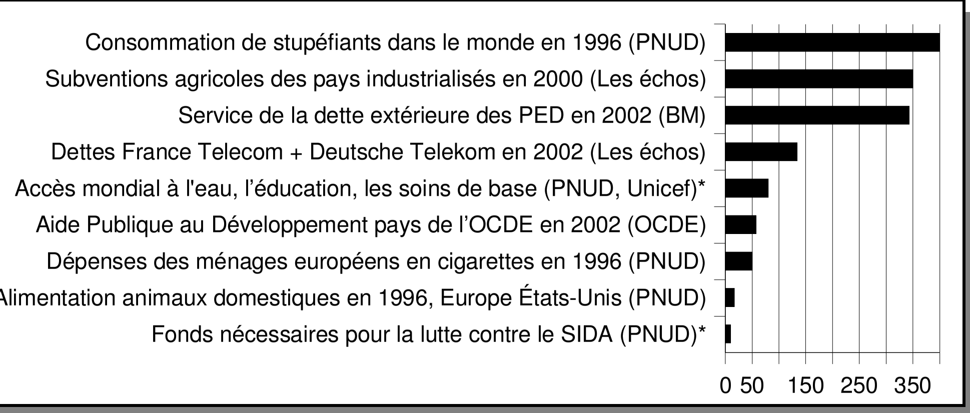
* L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète, tous attachés *« à la démocratie et l'économie de* marché » (voir site http://www.oecd.org).

Un chiffre ne prend tout son sens que par comparaison à d'autres. Voici deux graphiques rassemblant quelques indicateurs de l'économie mondiale# :

Plus de 500 milliards de dollars



Moins de 500 milliards de dollars



Abréviations : les initiales entre parenthèses indiquent les sources. L'étoile signifie "pendant 10 ans". FED = Fonds Européen pour le Développement ; Figaro Eco = journal du même nom ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement (ONU) ; BM = Banque Mondiale ; Forbes = magazine économique américain ; BRI = Banques des Réglements Internationaux ; OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Economique, regroupant 29 nations parmi les plus riches du monde ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (ONU).

Attention, il s'agit de chiffres officiels approximatifs et difficilement vérifiables. De plus, ces indicateurs ont été établis à des années différentes, ce qui rend peu pertinent leur stricte comparaison. Enfin, nous comparons ici des stocks de capitaux avec des flux de capitaux, ce qui n'est pas rigoureux. Pour toutes ces raisons, il convient d'être prudent dans l'interprétation de ces graphiques. Limitons-nous à observer les tendances générales qu'ils révèlent.

CONCLUSION

La dette constitue un puissant système de transfert de richesses des pays du Sud vers les pays du Nord*. Elle révèle non seulement des mécanismes économiques inégalitaires, mais également des choix géopolitiques de type néo - colonial de la part des États du Nord, des banques privées et de la Banque Mondiale. En arrière-fond, elle dévoile une gigantesque criminalité politique et financière. Tout cela se poursuit au moment où vous lisez ce texte.

Une hypothétique annulation ne suffirait pas. C'est tout un système économique et politique qui est en cause. Pour les acteurs dominants du capitalisme mondial, la dette des pays du Sud génère suffisamment de profits pour qu'ils maintiennent cette dynamique de paupérisation, en toute connaissance de cause, au mépris des conséquences sur les populations concernées. Il s'agit bien d'un *appauvrissement organisé*.

Les "citoyens du Nord" sont également concernés par une économie mondiale à l'allure de casino. Au Nord, on parle d'austérité ou de rigueur, et non d'ajustement structurel, mais les logiques qui sous-tendent les politiques appliquées au Nord et au Sud sont de la même veine.

Comment remettre en question ce système sans une forte volonté politique internationale, impulsée et imposée par les mouvements sociaux, tant au Nord qu'au Sud ?

***Remerciements** : nous remercions Damien Millet et Isabelle Likouka du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) pour leur relecture et leurs multiples conseils. Mais également Dom pour ses illustrations.*

* C'est pourquoi certains proposent de remplacer l'expression PED ou Pays du Sud par « pays appauvris ».

Il y a actuellement environ 7 000 grosses banques dans le monde. Afin de minimiser les risques de non remboursement, elles ont réalisé entre elles des échanges de dettes des pays du Sud, constituant un véritable "marché de la dette". Pour une banque, mieux vaut en effet posséder plusieurs "petits bouts de dette" qu'une grosse dette faisant courir le risque d'une insolvabilité de l'État en question. Une spéculation active s'est ainsi mise en place depuis le début des années 80. Depuis quelques années, d'autres acteurs économiques se sont lancés dans ce « commerce de la dette » : les compagnies d'assurances, les fonds de pension, les « mutual funds »… La philanthropie ne semblant pas être un argument recevable dans ce milieu, comment convaincre les banques occidentales d'agir autrement, sans bouleversement politique ? Les notions de "réparations", de "dette historique" ou de "dette écologique" seraient-elles efficaces pour contraindre les riches créanciers du Nord à abandonner leurs créances qui aspirent les maigres ressources dégagées par les populations du Sud ?

La dette odieuse

Bien souvent, les populations d'aujourd'hui remboursent une dette qui a permis d'acheter les armes responsables de la disparition des leurs ; que l'on pense aux 30 000 disparus en Argentine sous la dictature (1976-1983), aux victimes du régime d'apartheid en Afrique du Sud (1948-1994) ou du génocide au Rwanda (1994). L'argent emprunté servait aussi à alimenter les caisses noires des régimes en place, pour compromettre les partis d'opposition et financer des campagnes électorales coûteuses et des politiques clientélistes.

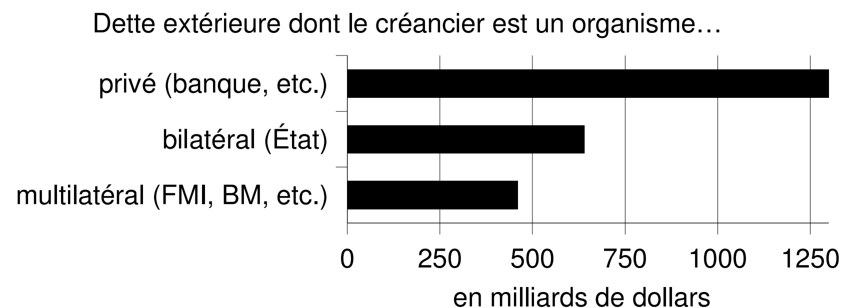
En droit international, on considère « odieuses » les dettes contractées par un gouvernement, qu'il soit démocratique ou dictatorial, dans le but de soumettre un peuple à la domination coloniale. En 1898, c'est cet argument qui a permis à Cuba (devenu indépendant) d'obtenir l'annulation des dettes réclamées par l'Espagne (ex puissance tutélaire). La dette peut également être considérée comme « odieuse » si elle a été contractée sans le consentement du peuple. En Afrique, les « dettes de régime » (dettes contractées par les dirigeants au pouvoir), qui constituent une part très importante du stock de la dette, devraient donc être annulées. De nombreux juristes internationaux, soutenus par des associations comme le CADTM, se battent en ce sens.

Ces graphiques suscitent quelques commentaires :

- Ils confirment l'importance du volume financier de la dette des PED par rapport à d'autres indicateurs économiques mondiaux.
- Nous constatons que la dette publique des pays d'Europe occidentale et des États-Unis, est très élevée. C'est également le cas du Japon. Nous y reviendrons au chapitre IV.
- Les sommes consacrées à l'aide publique au développement sont dérisoires comparées au service de la dette*.
- Les sommes nécessaires, selon l'ONU, à un accès mondial à l'eau, l'éducation et les soins de base sont très faibles, comparées aux finances internationales, ou au service de la dette.

Qui sont les créanciers ?

Les créanciers des PED sont-ils plutôt des banques ou des États ?
Pour l'ensemble des PED, la répartition de la dette extérieure est la suivante :



Source : BM 2002

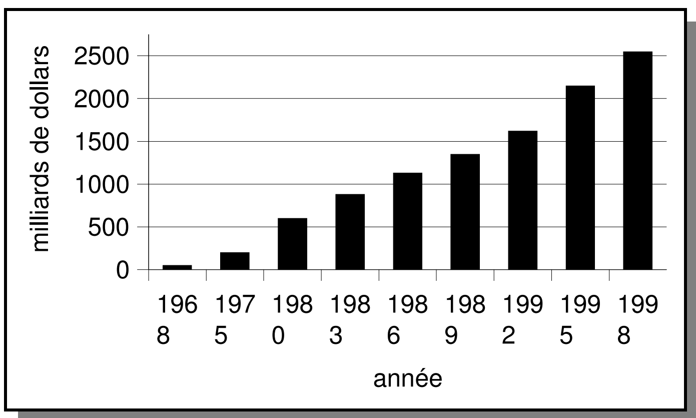
Cette répartition dépend ensuite de chaque pays. Mais elle apporte une information essentielle : lorsque des États occidentaux annoncent d'hypothétiques annulations de dette, cela ne concerne que la part *bilatérale,* voire la part *multilatérale* via les institutions financières internationales que ces États pilotent. Par conséquent, si les États occidentaux annulaient réellement toutes les dettes des PED, il resterait encore la part *privée.*

* cf. brochure *Que devient l'aide au développement ?* (Les renseignements généreux)

III D'où vient la dette ?

La dette extérieure des PED augmente fortement depuis la fin des années 70. Comment expliquer cette situation ?

Évolution de la dette extérieure des PED



source : Banque Mondiale, 2001

Nous allons préciser les principales causes de cette évolution, à travers le détail de quelques étapes marquantes. Il ne s'agit évidemment que de repères méritant approfondissement.

Années 60 : la période "eurodollars"

Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis financent la reconstruction des pays occidentaux dévastés. Ils lancent notamment *le plan Marshall ;* l'équivalent de 90 milliards de dollars actuels sont débloqués pour aider les pays d'Europe occidentale à reconstruire leur économie et redevenir des partenaires commerciaux. Les États-Unis encouragent également l'investissement de leurs entreprises en Europe. Dans ces années, ils servent en quelques sorte de banquiers à l'ensemble du monde.

Et la dette publique des pays occidentaux ?

Les pays occidentaux fonctionnent effectivement avec une dette publique énorme. La dette publique de la France a passé le seuil des 1 000 milliards d'euros en mars 2004. Quasiment 10% du budget 2005 est consacré au remboursement des intérêts !

Cette dette publique est née dans les années 70, suite à la récession. Pour relancer l'économie, les gouvernements occidentaux ont créé des emplois publics, lancé de grands projets étatiques (en France, TGV, Minitel, Ariane, etc.) ou des grands travaux militaires. Ils ont aussi subi de plein fouet la hausse des taux d'intérêts. Ce sont les banques privées, les compagnies d'assurance et les fonds de pension qui sont les principaux créanciers des États occidentaux. Le service de la dette des pays occidentaux est donc également élevé. Mais gardons-nous de comparer les chiffres : un dollar n'a pas le même poids pour un Français que pour un Malien.[*]



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

L'annulation de la dette produirait-elle une récession économique au Nord ?

Voici une question souvent posée.[**] Gageons qu'une annulation serait sans grave conséquence sur l'économie mondiale, bien que le profit de certains acteurs particulièrement aisés diminuerait. En revanche, les conséquences seraient très importantes pour les PED, et l'annulation pourrait constituer un puissant facteur de relance de l'économie mondiale. Mais au profit de qui ? Parler de relance de l'économie sans mettre en question l'organisation politique actuelle nous semble une impasse. A travers la dette, c'est toute la question des conditions dans lesquelles se forme la richesse, au niveau national et mondial, qui est en jeu.[***]

---

* Ceci dit, la comparaison de la dette des pays riches ou pauvres avec leur Produit Intérieur Brut donne des résultats assez proches. Par exemple, en 2002, la dette publique de la France représentait environ 70% de son PIB (pourcentage similiaire pour les États-Unis). Au Mali, ce pourcentage avoisine les 80%.

** Il y a deux siècles, l'abolition de l'esclavage générait le même type d'inquiétude (cf. bibliographie).

*** Lire à ce sujet la brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généreux)

V Faut-il annuler la dette ?

« *Annulons la dette !* »… pour la retrouver identique dans 20 ans ? Au fond, notre exposé sous-entend que ce sont les mécanismes de formation de cette dette qui posent problème. Ces mécanismes révèlent un puissant transfert de richesse du Sud vers le Nord, en lien avec une criminalité financière et politique considérable. C'est donc à ceux-ci qu'il faut s'attaquer. L'annulation de la dette n'est qu'une étape, certes indispensable, mais qui ne doit pas masquer les autres enjeux.

Depuis le début des années 90, les instances occidentales ont développé tout un discours médiatique sur l'annulation de la dette, mais la réalité est bien différente :

- Le but de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) lancée au sommet du G7 à Lyon n'est pas d'annuler la dette, mais de la rendre "soutenable", notamment par des plans d'ajustement structurel du FMI. 42 PED sont concernés sur 165. Il s'agit toujours d'une démarche de créanciers préoccupés, avant tout, par la poursuite de leurs remboursements.

- Le FMI et la Banque Mondiale effectuent plutôt des *rééchelonnements*. Dans le cadre de l'initiative PPTE, ils peuvent annuler des parties de dette mais piochent dans un "trust fund" alimenté par les pays riches pour se rembourser.

- Le Club de Paris allège seulement la partie bilatérale de la dette*. De véritables annulations bilatérales se sont vues dans l'Histoire, mais elles sont généralement accompagnées de compensations politiques : le départ du pacte de Varsovie dans le cas de la Pologne, le soutien dans la guerre contre l'Irak en ce qui concerne l'Egypte, le soutien contre la guerre en Afghanistan dans le cas du Pakistan, etc.



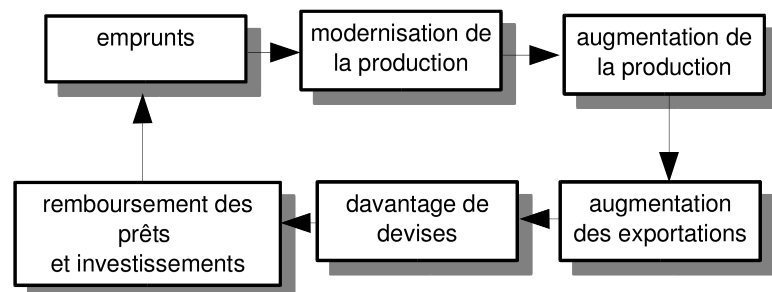
* Voir notamment les crédits commerciaux garantis par la COFACE, lire à ce sujet la brochure *Que devient l'aide au développement ?* (Les renseignements généreux)

Au final, des sommes importantes circulent dans les banques occidentales. Les économies européennes et japonaises sont dynamisées par les moyens financiers qui leur sont fournis. La croissance économique s'installe, les capitaux se réinvestissent et les États-Unis profitent du retour des investissements qu'ils ont favorisés.

Cette période coïncide avec la décolonisation et l'émergence du concept de *développement**. Les banques occidentales se bousculent pour proposer aux nouveaux gouvernements des PED de nombreux prêts pour investir et financer leur modernisation. A cette époque, les taux d'intérêts** sont faibles *(de l'ordre de 4 à 5%)* et donc fortement incitatifs. C'est l'époque dite des « Trente Glorieuses » ; l'activité économique européenne est florissante, les banques européennes regorgent de liquidités (on les appelle les "eurodollars"). Pour faire fructifier cet argent, elles ont besoin d'effectuer des placements, notamment sous forme de prêts aux PED.

Les dirigeants des PED vont rapidement jouer le jeu ; les prêts favorisent une modernisation qui permet d'augmenter les volumes de production de matières premières, donc les volumes d'exportation, donc les devises. Priorité est donnée à l'exploitation accélérée des ressources naturelles (minerais, pétrole, gaz, etc.) et aux produits agricoles de rente (café, cacao, coton, thé, arachide, sucre, etc.). Les devises ainsi générées sont alors suffisantes pour rembourser les prêts et investir de nouveau. Dans la logique productiviste, tout va pour le mieux. Une partie s'évapore même au profit de dirigeants peu scrupuleux (voir chapitre IV).

Le cercle de l'emprunt



* Sur la réalité de la décolonisation et du développement, notamment pour les anciennes colonies françaises, lire les brochures *De la Françafrique à la Mafiafrique*, *Que devient l'aide au développement ?* et *L'idéologie du développement* (Les renseignements généreux).

** Un emprunt de 100 euros à un taux d'intérêt de 5% signifie qu'il faudra rembourser 105 euros.

1968 : Banque Mondiale en guerre froide

La Banque Mondiale est une institution internationale créée après la seconde guerre mondiale. Elle avait pour but, à son origine, de contribuer au financement de la reconstruction des économies d'après-guerre. En 1968, l'ex-secrétaire à la défense des États-Unis et "chef d'orchestre" de la guerre du Vietnam, *Robert Mac Namara*, prend la présidence de la Banque Mondiale. Sous son impulsion va être menée une politique d'incitation à l'emprunt pour les PED. De 1968 à 1973, la Banque Mondiale va effectuer davantage de prêts qu'entre 1945 et 1968.* But officiel : développer les PED en les modernisant. Mais, dans un contexte de guerre froide, cette politique de prêts massifs constituait surtout un instrument de fidélisation de la clientèle du Tiers-Monde au service de l'Occident.

De fait, la Banque Mondiale a soutenu des tyrans notoires : Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990, la dictature argentine de 1976 à 1983, le dictateur Mobutu au Zaïre de 1965 à 1997, Ferdinand Marcos aux Philippines de 1965 à 1986… Nous pourrions allonger cette liste.



Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide. Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le bien-être du pays mais s'il conduisait à une situation stable, étant donné les réalités géopolitiques mondiales.

Joseph Stiglitz
ex économiste en chef de la Banque Mondiale
La grande désillusion, Fayard, 2002

---

* Au total, la Banque Mondiale a prêté l'équivalent de 360 milliards de dollars actuels entre 1945 et 2001. Notons qu'actuellement elle réalise plusieurs milliards de dollars de bénéfices, chaque année, grâce au remboursement des prêts passés. Le mode de fonctionnement non démocratique de la Banque Mondiale et ses décisions sont fortement critiquées. Le système adopté pour les États-membres est "1 dollar, 1 voix". Les États-Unis possèdent plus de 17 % des droits de vote (ce qui leur fournit une minorité de blocage), alors que le groupe formé par 24 pays d'Afrique subsaharienne n'en détient que 2 %.

Une dette déjà remboursée

Dette extérieure des PED en 1980	580
Dette extérieure des PED en 2001	2 400
Sommes remboursées par les PED entre 1980 et 2001	**4 600**

En milliards de dollars



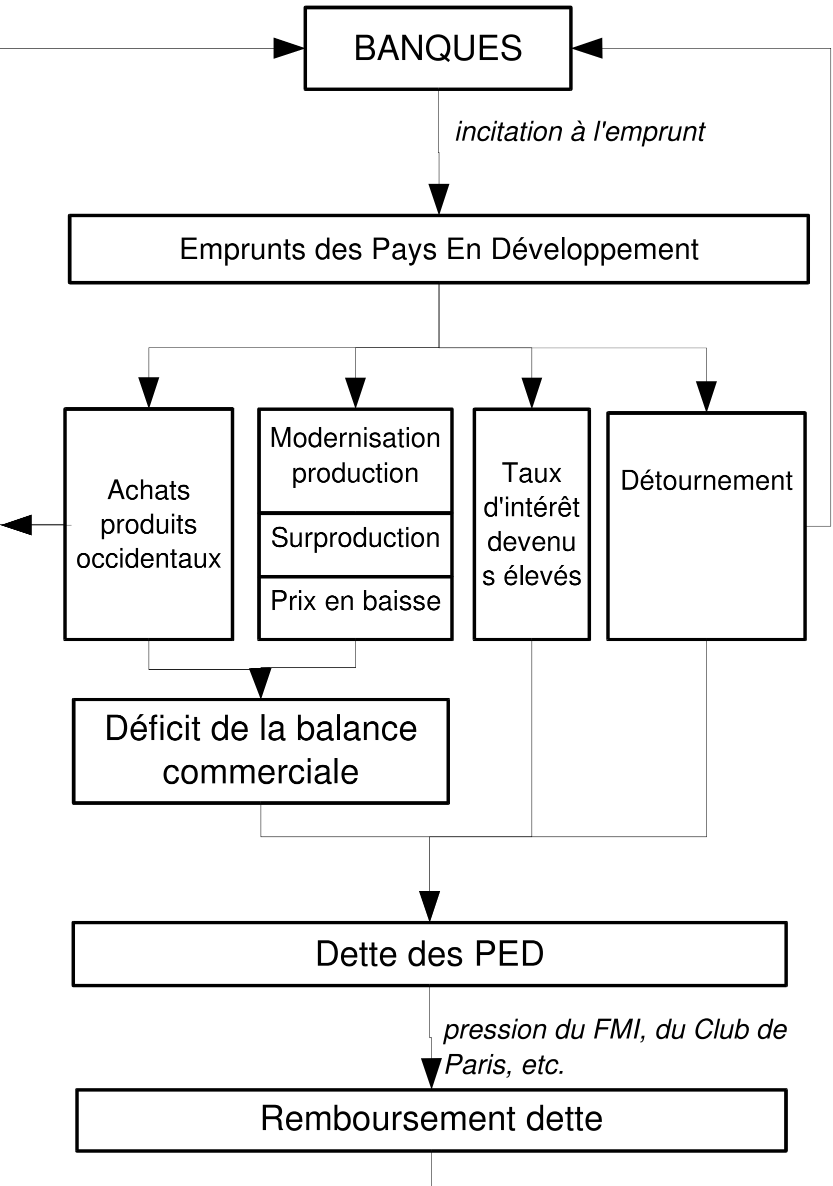
Un formidable moyen de pression politique

Imaginons que je possède une banque occidentale et que je souhaite gagner un marché dans un pays en développement (c'est-à-dire l'amener à emprunter de l'argent à ma banque). Pour cela, je propose la combine suivante à un chef d'État d'un PED : s'il effectue un emprunt dans ma banque au nom de son État, alors je déposerai dans le même temps sur des comptes ouverts dans ma banque une partie des sommes que j'ai prêté à son État et qui deviendront sa propriété personnelle. Cette incitation à la corruption est très intéressante pour ma banque. D'une part, une partie des montants que j'ai prêtés revient dans ma banque et peut donc être reprêtée à d'autres clients. D'autre part, si un jour le chef d'État en question considère que la dette de son pays ne peut plus être remboursée, je peux utiliser les sommes déposées, sans statut légal, dans les coffres de ma banque comme moyen de pression sur lui, pour qu'il reprenne les paiements. Il s'agit là d'une pratique systématique dans les milieux bancaires internationaux.

D'après un exposé d'Eric Toussaint du CADTM

La spirale de la dette

Voici une tentative pour résumer les mécanismes de la dette :



1971 : Les États-Unis mettent fin au S.M.I.

En 1944, les États-Unis avaient contribué à créer le *Système Monétaire International.* Ce système avait pour but de stabiliser le cours des monnaies occidentales en garantissant leur convertibilité en or (et donc en restreignant le volume d'argent en circulation, pour éviter l'inflation). Le dollar était alors *la* référence, car les États-Unis possédaient, en 1945, près de 75% des réserves mondiales d'or.

Mais à la fin des années 60, pour ne pas freiner leur propre développement ni amoindrir leur hégémonie mondiale, les États-Unis refusent de limiter les volumes de dollars en circulation ; ils fabriquent beaucoup plus de dollars qu'ils ne sont autorisés à le faire selon le S.M.I. Étant donné que trop de dollars circulent, la valeur du dollar s'affaiblit. Les partenaires commerciaux de l'Amérique du Nord cherchent alors à se protéger contre la baisse de leurs avoirs en dollars en demandant aux États-Unis de les convertir en or, comme le prévoit le S.M.I. Conséquence : les réserves d'or américaines fondent et les États-Unis imposent dans un premier temps une limitation des demandes de conversion de dollars en or. Mais cette mesure n'est pas suffisante : le pays risque une grave crise financière.

En 1971, les États-Unis décident alors de mettre fin au S.M.I. Cette décision entraîne la variation des monnaies les unes par rapport aux autres. Dans un contexte mondial de baisse de rentabilité du capital, il se produit une inflation et les billets verts affluent dans les grandes banques occidentales. Celles-ci souhaitent à tout prix placer cet argent pour le faire fructifier. Parmi les solutions adoptées, elles vont faire pression pour octroyer des prêts aux PED. Avec succès. L'inflation étant forte et les taux d'intérêts bas, emprunter est particulièrement intéressant.

1973-1975 : choc pétrolier et "pétrodollars"

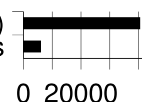
En 1973 se produit le *choc pétrolier* : les pays producteurs multiplient par quatre le prix du baril. Leurs revenus s'envolent. Ces "*pétrodollars*" affluent dans les banques occidentales. Ces dernières vont essayer de placer cet argent en incitant notamment les PED à l'emprunt. Parallèlement, le choc pétrolier entraîne une récession globale au Nord. Les pays industrialisés peinent à écouler leurs marchandises en Occident. Afin d'augmenter le pouvoir d'achat des PED, les pays industrialisés vont proposer des prêts et des crédits à l'exportation. Il s'agit généralement d'aides « liées » (conditionnées à l'achat de produits du Nord) ou de « crédits d'exportations » (subventions pour les multinationales occidentales).

1979 : crise des États-Unis

Les États-Unis tentent de répondre à cette récession économique par un virage ultra-libéral. Le gouvernement augmente les taux d'intérêt. Objectif : attirer les capitaux étrangers pour faire baisser l'inflation et relancer l'économie par de grands projets militaro-industriels. Le résultat est rapidement atteint ; les investisseurs se précipitent vers les États-Unis. Cela réduit d'autant les capitaux disponibles pour les PED : les prêts bancaires s'interrompent net. Pour rester compétitifs, les autres pays s'alignent sur ces taux d'intérêt de 16 à 18%. Comme les PED ont généralement emprunté à des taux d'intérêt variables, c'est à dire indexés sur les taux occidentaux, les intérêts de leurs emprunts s'envolent aussi. Ils sont multipliés par trois ! Face à de tels taux d'intérêt, les PED ne peuvent plus rembourser. La spirale de la dette va se mettre en place, amplifiée par la chute des cours de matières premières.

La spirale de la spéculation

A partir des années 70, des centaines de milliards de dollars affluent dans les banques occidentales. Les détenteurs de ces capitaux sont à la recherche d'une fructification de leur argent autre que dans l'économie classique alors en pleine crise. Ils se tournent vers le secteur bancaire et financier. Les banques occidentales vont désormais chercher tous les moyens possibles pour faire fructifier les fonds placés, notamment via la spéculation boursière, les transactions financières et bien sûr l'incitation aux emprunts. Des paradis fiscaux sont également créés pour soustraire ces capitaux aux taxes et impôts des États, et donc augmenter les bénéfices ; mais également pour effectuer des montages financiers de tout type, loin des règles étatiques ou judiciaires.* Cette dynamique est toujours d'actualité. Le montant des transactions financières (économie dite 'virtuelle') est de l'ordre de 1000 milliards de dollars *par jour*, alors que les échanges de biens et de services internationaux (économie dite 'réelle') sont de l'ordre de plusieurs centaines de milliards de dollars *par an*.



D'après *Un monde sans loi,* Jean de Maillard, éd Stock, 1998

* Lire à ce sujet la brochure *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généreux)

Il faut bien comprendre à quel point ces emprunts étaient (et sont toujours) intéressants pour tous les acteurs dominants du capitalisme mondial :

- ***Bénéfices pour les dirigeants des pays du Sud :*** Les prêts permettent un accès immédiat et aisé à de grosses sommes d'argent. C'est le jeu de la "patate chaude" : *«à moi l'argent ici et maintenant, au prochain le remboursement !».*

- ***Bénéfices pour les banques du Nord :*** L'argent revient, en partie, dans les banques (remboursements + intérêts + détournements) et peut être réinvesti ou prêté ailleurs. Selon la Banque Mondiale, le total des remboursements des PED de 1980 à 2002 s'élève à 4 600 milliards de dollars. Or, en 1980, la dette était de 580 milliards de dollars, et, en 2002, de 2 400 milliards de dollars ! Conclusion : **Pour 1 dollar emprunté en 1980, les PED ont remboursé 8 dollars et doivent encore 4 dollars.** Le marché de la dette est donc juteux pour les banques.

- ***Bénéfices pour les pays industrialisés :*** Non seulement les emprunts et les politiques d'ajustement structurel ont ouvert des marchés pour les produits d'exportation du Nord, mais la dette constitue également un instrument politique intéressant ; si un État du Sud menace de ne plus payer, il suffit de menacer ses dirigeants de geler leurs fortunes placées... dans des banques occidentales ! C'est pourquoi la dette peut être considérée comme un outil de *néo-colonisation.*
  Un exemple parmi d'autres : Depuis la crise de 1994, les revenus des exportations de pétrole du Mexique transitent par un compte situé au États-Unis, et un magistrat américain a l'autorisation de bloquer les flux de ce compte vers le Mexique si ce pays ne rembourse pas sa dette. Les États ainsi dominés par le FMI perdent leur souveraineté.



Les banques du Nord s'enrichissent sur les pays du Sud

En 2003, les dépôts en liquidité des habitants des PED dans les banques du Nord s'élevaient à 1 400 milliards de dollars environ. Dans le même temps, les prêts de ces mêmes banques aux PED se chiffraient à 700 milliards de dollars environ.

Conclusion : les PED sont des créanciers nets des banques du Nord. Autrement dit, ces banques tirent leur richesse des PED.

IV A quoi ont servi les emprunts ?

Bonne question... Où est passée cette gigantesque manne financière allouée aux PED ? Plusieurs hypothèses sont généralement avancées :

– ***Achats de produits occidentaux***, pas toujours bon marché ni adaptés aux besoins locaux.*

– ***Modernisation de la production*** *pour exporter davantage de matières premières* : méga-projets énergétiques ou infrastructurels (barrages, centrales électriques, routes, etc.). Notons que ces projets sont souvent dénoncés pour leur inadaptabilité (c'est la fameuse appellation "*d'éléphants blancs*"...) ou alors pour leur seul intérêt commercial vis à vis des multinationales.**

– ***Détournement*** *au profit de réseaux politico-mafieux locaux ou internationaux.**** Mais pouvait-on s'attendre à autre chose en proposant des prêts à des tyrans notoires ? Le FMI ne se doutait-il pas que de nombreux emprunts allaient servir à alimenter des comptes en Suisse ou à Monaco ? Dans tous les cas, il existe une co-responsabilité des créanciers.

– ***Remboursement de la dette passée***, tout simplement.

* Par exemple, lire à ce sujet les minutieux *Dossiers noirs* des associations SURVIE et AGIR ICI.

** Ainsi, la ligne haute tension de 1900 km reliant le barrage d'Inga jusqu'au Katanga au Congo-Kinshasa et alimentant en énergie l'extraction de minerais, n'apporte même pas l'électricité aux villages qu'elle survole. Autres exemples récents : le pipe-line Tchad/Cameroun d'une longueur de 1000 km ou le pharaonique barrage des trois Gorges en Chine. Le but est d'améliorer le rendement d'exploitation de matières premières, souvent au profit de groupes privés du Nord. Lire sur ce sujet la brochure *Que devient l'aide au développement ?* (Les renseignements généreux)

*** Comment expliquer qu'à sa mort, Mobutu Sese Seko, à la tête du Zaïre pendant plus de 30 ans, disposait d'une fortune estimée à 8 milliards de dollars, équivalant aux deux tiers de la dette de son pays, sans compter l'enrichissement de ses proches ? Ou qu'à Haïti, en 1986, la dette extérieure s'élevait à 750 millions de dollars lorsque la famille Duvalier, qui a gouverné d'une main de fer pendant trente ans, a pris la fuite vers la Côte d'Azur française avec une fortune évaluée à plus de 900 millions de dollars ? Quelle explication trouver à l'enrichissement de la famille de Suharto en Indonésie dont la fortune, au moment où il a été chassé du pouvoir en 1998 après 32 ans de règne, était estimée à 40 milliards de dollars, alors que son pays était en plein marasme ?

Années 80 : chute du cours des matières premières

La récession des pays industrialisés entraîne une baisse de leurs besoins en matières premières. Or, les PED ont augmenté leur productivité en se modernisant, en grande partie suite à des projets de développement impulsés par les pays du Nord. La surproduction conjuguée à la chute de la consommation entraîne l'effondrement des prix. Rappelons que les exportations de matières premières constituent pour les PED le principal moyen d'obtenir des devises étrangères (dans lesquelles les remboursements de la dette extérieure doivent être effectués).

La dépendance des PED vis-à-vis des exportations de matières premières

pays	principal produit d'exportation	part de ce produit dans les revenus d'exportation en 2000
Bénin	coton	84 %
Mali	coton	47 %
Burkina	coton	39 %
Ouganda	café	56 %
Rwanda	café	43 %
Mauritanie	pêche	54 %
Guinée	bauxite	37 %
Niger	uranium	51 %

Source : FMI 2002

La chute des cours mondiaux

Produit	1980	1990	2000	Unité
Café	481,4	197,2	190,9	cents/kg
Thé	230,5	205,8	186,4	cents/kg
Huile d'arachide	1192,7	963,7	709,6	$/tonne
Huile de palme	810,7	289,9	308,2	$/tonne
Soja	411,4	246,8	210,6	$/tonne
Riz Thaï	570,5	270,9	201,2	$/tonne
Sucre	87,7	27,7	17,9	cents/kg
Coton	286,4	181,9	129,5	cents/kg

Prix exprimés en dollars constants (référence 1990)

Source : Banque Mondiale, Global Development Finance 2001

1982 : la crise de la dette

Résumons : dans les années 80, les PED possèdent moins de devises et doivent rembourser un endettement passé dont les intérêts ont été multipliés par trois. La spirale de la dette s'enclenche. Le Sud va même être contraint d'emprunter à taux d'intérêt élevé pour rembourser sa dette.

Rapidement, la situation devient économiquement intenable. Le Mexique est le premier pays à se déclarer insolvable en 1982. L'annonce crée un choc mondial dans la sphère financière. Les créanciers occidentaux prennent peur. Les pays de la Triade (Europe occidentale, États-Unis, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande) demandent au Fonds Monétaire International (FMI)* d'intervenir. Celui-ci va alors, au cas par cas, fournir des prêts à taux préférentiels et des aides conditionnées au remboursement des banques et autres créanciers privés.

Parallèlement, les pays du Nord s'organisent. Les acteurs concernés par ce problème se regroupent, notamment au sein du *Club de Londres*, rassemblant les grandes banques et créanciers privés, et au sein du *Club de Paris*, regroupant 19 États de la Triade. Ces derniers se réunissent environ une fois par mois à Paris. Il s'agit d'un groupe informel dont l'objectif est clairement annoncé sur leur site internet : « *Les créanciers du club de Paris souhaitent recouvrer au maximum leurs créances. Ainsi, ils demandent le paiement immédiat d'un montant aussi élevé que possible.* » Le Club de Paris ne négocie un rééchelonnement de dette qu'avec un pays ayant passé au préalable un accord avec le FMI, c'est à dire ayant lancé un Plan d'Ajustement Structurel (P.A.S.)**.



(c) DOM / Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM France)

* Créé en même temps que la Banque Mondiale, le FMI était chargé, à l'origine, d'assurer la stabilité monétaire internationale après la seconde guerre mondiale.

** Les P.A.S ont été récemment rebaptisés : « cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté »... mais le contenu reste quasi-identique.

FMI : pompier ou pyromane ?

Le FMI propose aux pays endettés ayant des difficultés financières (et donc à qui plus personne ne veut prêter sans garantie) d'apporter sa garantie, afin de lui permettre l'accès aux capitaux internationaux. Mais à une condition : la mise en place, dans ce pays, d'un Plan d'Ajustement Structurel dont le but est de dégager des ressources financières pour le remboursement des prêts.

Les principales mesures sont :

- abandon des subventions aux produits et services de première nécessité : pain, riz, lait, sucre, combustible... ;
- austérité budgétaire et réduction des dépenses, en général baisse drastique des budgets sociaux "non-productifs" (santé, éducation, subventions aux produits de base) ;
- dévaluation de la monnaie locale ; taux d'intérêt élevés, pour attirer les capitaux étrangers avec une rémunération élevée ;
- production agricole toute entière tournée vers l'exportation (café, coton, cacao, arachide, thé etc.) pour faire rentrer des devises, donc réduction des cultures vivrières et déforestation pour gagner de nouvelles surfaces ;
- ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières ; libéralisation de l'économie, notamment abandon du contrôle des mouvements de capitaux et la suppression du contrôle des changes ;
- fiscalité aggravant encore les inégalités avec le principe d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et la préservation des revenus du capital ;
- privatisations massives des entreprises publiques, etc.

L'impact des PAS est fortement critiqué. Le but du FMI n'est pas d'atténuer les effets de la crise économique sur les populations les plus fragiles, mais de garantir aux créanciers le fait que les remboursements seront effectués en priorité. Ainsi, en 1997, le FMI a prêté 105 milliards de dollars en Asie, 31 en Turquie en 1999, 21 en Argentine en 2001… qui sont immédiatement ressortis du pays en direction de leurs riches créanciers.

